



**Jean-Paul BORÉ**

Vice-Président

Délégations:

- Personnes Handicapées
- Lutte contre les Discriminations Raciales, l'Antisémitisme et la Xénophobie

Nîmes le 18 juin 2009

### **Un démenti qui confirme les intentions des Salins du Midi**

Les Salins du Midi démentent avoir eu l'intention de vendre la totalité des 25 000 HA.

Sauf que tous les membres du conseil de rivage du conservatoire du littoral réuni le 12 juin l'ont bien entendu.

Chacun(e) notera les arguments usités de mise en cause de l'image et l'entretien de l'inquiétude auprès des salariés et partenaires... (Sans commentaire, nous avons lu ce type de propos des milliers de fois durant notre vie militante.)

Bref, il n'en demeure pas moins que la compagnie confirme son intention de vendre des terres qui sont actuellement exploitées dans le Gard et plombe toute possibilité de développement de la production en considérant que c'est aux pouvoirs publics de financer. Pour mémoire la demande porte sur un total de 9 350 HA pour un montant de 84 millions €. Oui il faut des investissements dans cette entreprise. On parle de 70 millions d'euros pour rattraper les erreurs de gestions du début des années 2000 où des projets financés en partie par la région n'ont pas aboutis.

Oui l'Etat doit intervenir afin de protéger l'emploi et l'économie locale et régionale que représentent les Salins. S'en tenir au projet présenté dans le plan social revient à réduire la voilure à tel point que cela rend la durabilité de l'entreprise tout à fait impossible à court terme.

Ces erreurs de gestion ont eu pour conséquence le rachat avec le système LBO dont nous avons déjà évoqué la nocivité pour les finances de l'entreprise qui aujourd'hui ne rembourse que les intérêts (15 millions € par an) sans pouvoir dégager le moindre bénéfice. Employé à l'investissement, cet argent aurait pu être autrement utile que d'aller renflouer des banques qui se sont fourvoyées dans la crise financière. L'une d'entre elle, membre de la holding : ABN-AMRO Banque de Financement et d'Investissement vient de perdre 886 millions d'euros dans la crise. Voilà la réalité au delà de toute considération. On est bien loin des intérêts de l'entreprise. Je persiste et je signe : nous sommes bien dans une stratégie purement financière dont le plan social en est le cache sexe.

Je propose un débat public avec l'ensemble des acteurs concernés et notamment l'Etat pour examiner comment on peut envisager la sauvegarde de ce joyau industriel régional.

Félicitons nous du soutien des élus qui s'élargi.

Le Conseil Régional évoquera pour sa part cette question le 25 juin prochain.

Jean Paul Boré